

DANS NOS ARCHIVES



Le conseiller fédéral Moritz Leuenberger à la tribune de la Conférence mondiale des Nations unies sur le climat, le 15 novembre 2006. KEYSTONE

En 2006, Moritz Leuenberger veut une taxe CO2 mondiale

Le conseiller fédéral propose son instauration à l'occasion de la Conférence sur le climat de Nairobi.

«Je propose de réfléchir à une taxe mondiale sur le CO2.» Ce mercredi 15 novembre 2006, le conseiller fédéral Moritz Leuenberger s'adresse à ses collègues du monde entier, réunis à Nairobi, la capitale du Kenya, à l'occasion de la 12e Conférence sur le climat.

«Selon le principe du pollueur-payeur, cette taxe serait payée par chaque individu et chaque entreprise en fonction des émissions de CO2 qu'ils occasionnent. Le revenu de cette taxe irait à des mesures de protection dans le monde entier», relate L'Express et L'Impartial.

«Nous ne pouvons plus seulement combattre les causes des émissions de CO2 en les réduisant. Nous devons aussi nous protéger contre les menaces climatiques qui planent aujourd'hui et financer la réparation des dégâts déjà enregistrés», assure le ministre de l'Environnement. La taxe proposée, poursuit-il, représenterait aussi une compensation à «l'injustice du changement climatique».

L'idée reste un vœu pieux. En 2008, la Finlande est le premier pays à instaurer une taxe carbone. La Suisse suit l'exemple la même année.

Aujourd'hui, 46 pays – dont l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne – et 26 provinces – dont le Québec, l'Ontario, l'Alberta et la Californie – représentant 60% du produit intérieur brut mondial, ont mis en place une taxe carbone ou un système d'échange de quotas d'émissions.

Un système mondial de taxe? C'était l'une des grandes thématiques de la COP26, qui s'est achevée vendredi 12 novembre à Glasgow. DAD

➔ Consultez gratuitement nos archives à l'adresse archives.arcinfo.ch



La Suisse est furieuse, l'ONU déçue

COP26 Le sommet s'achève sur un accord, atténué toutefois à la dernière minute.

Après près de deux semaines, tout s'est joué samedi en quelques minutes pour les quelque 200 Etats présents à Glasgow. Des pays qui recourent au charbon, l'Inde et la Chine, ont torpillé le projet de déclaration, pourtant déjà atténué sur cette question tout au long de la semaine. «Difficile de savoir» si ces deux pays auraient fait échouer tout le paquet de Glasgow s'ils n'avaient pas obtenu satisfaction», selon la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga.

Les efforts ne devront être menés que pour «réduire» le charbon sans système de captation de CO2, plutôt que vers son «élimination», et pour une sortie de subventions «inefficaces»

aux énergies non renouvelables. Mme Sommaruga, au nom de son groupe de négociation de six pays, a dénoncé une manœuvre de dernière minute inacceptable et un manque de «transparence» de la présidence britannique de la COP. «Ce n'est pas bien pour la crédibilité du processus», a-t-elle ensuite affirmé à la presse suisse. Alors que le chef de la délégation suisse, l'ambassadeur Franz Perrez, fait lui remarquer que la présidence a davantage cherché à contrôler les négociations que lors des précédentes COP.

Selon Mme Sommaruga, comme pour de nombreuses ONG, cette atténuation sur le charbon, mentionné malgré

tout pour la première fois aussi clairement, ne suffira pas pour limiter le réchauffement à 1,5°C d'ici 2100.

Le paquet «fait vraiment avancer les choses pour tout le monde», a affirmé le président de la COP26 Alok Sharma. Il a aussi estimé que le mandat donné à son chef de gouvernement était honoré. Mais, fait rarissime, il a présenté à la tribune «ses excuses» pour la procédure, admettant à demi-mot les critiques suisses.

La partie sur le charbon aurait dû être approuvée sans restrictions et associer aussi le pétrole et le gaz, a déploré de son côté le WWF. «Un signal a été lancé sur le fait que la période du charbon arrive à son terme.

Et c'est important», a dit de son côté la directrice exécutive de Greenpeace International. Une analyse partagée malgré tout par Mme Sommaruga.

2060 pour la Chine et l'Arabie saoudite

Il faut «sortir du charbon» et «éliminer les subventions aux énergies fossiles», a aussi déploré le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. Après le résultat de la COP, il appelle à l'urgence parce que le monde va toujours vers «le désastre climatique». L'accord de Glasgow va favoriser une vague d'écoblanchiment, selon l'activiste Greta Thunberg. Dans la déclaration finale, l'objectif de 1,5°C, 2°C maxi-

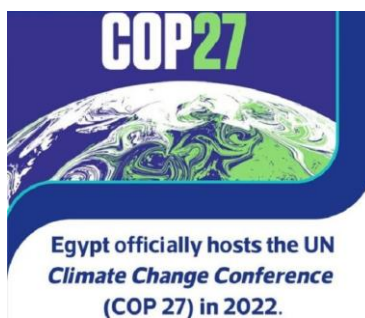


Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres évoque un bilan très contrasté au sortir des négociations. KEYSTONE

um, est réaffirmé. Les Etats devront œuvrer à une réduction de 45% de leurs émissions d'ici 2030 par rapport à 2010 et à une neutralité carbone d'ici 2050. Problème, la Chine et l'Arabie saoudite ne prévoient celle-ci que pour 2060 et l'Inde pour 2070. Les Etats devront revenir dès l'année

prochaine avec des ambitions plus élevées pour s'aligner avec les objectifs de l'Accord de Paris.

Mais là aussi, des «circonstances nationales particulières» sont prévues dans le document final. «Le plus important est décalé» d'un an, déplore le WWF Suisse. AT5



Rendez-vous dans une année à la